



22 MAI 2018 :

14H30 devant la Préfecture de Blois

Pour reconquérir le progrès social, toutes et tous en grève et manifestation !

**Toutes et tous concernés pour stopper la destruction sociale
organisée par Macron et le patronat.**

50 ANS APRÈS MAI 68, NE LES LAISSONS PAS TOUT DÉTRUIRE !

Depuis son élection, Emmanuel Macron, sur mandat de la finance et de la commission européenne, s'emploie avec zèle et obstination, en accélérant le processus entamé par ses prédécesseurs, à satisfaire les intérêts du patronat en laminant l'ensemble des droits et protections des salarié-es, retraité-es, jeunes et privé-es d'emploi. Il fait sienne pour cela, une tactique bien connue : celle de diviser pour mieux régner. Sa méthode est simple et sa visée implacable : démanteler l'ensemble des conquits sociaux des différentes catégories socioprofessionnelles, les unes après les autres, en les étalant dans le temps, avec, à chaque fois, l'objectif de faire passer chaque catégorie pour des « privilégiés ».

PAR NOTRE ACTION UNIE ET DETERMINEE, STOPPONS :

Le laminage du service public.

Alors que le service public est une des clés de voûte pour répondre aux enjeux économiques, écologiques et sociaux d'aujourd'hui, alors qu'il a joué un rôle majeur de rempart et d'amortisseur dans la crise financière en 2008, le gouvernement accélère sa destruction, ainsi que celle de la fonction publique et du statut des fonctionnaires. Avec l'opération action publique 2022, il annonce la privatisation des services publics tous azimuts. **En Loir-et-Cher, les suppressions de lits à l'hôpital de Blois sont toujours d'actualité. Le démantèlement des finances publiques continue avec l'annonce de la suppression des trésoreries de Saint Aignan et Montrichard.** Pas un service public n'échappe aujourd'hui à cette stratégie de choc et cette frénésie libérale. Hôpitaux, écoles, bureaux de poste, SNCF, énergie, départements et communes voient ainsi leurs moyens asséchés et leurs missions publiques démantelées. Réductions des dépenses, baisse des dotations et coupes claires dans les budgets pour financer les somptueux cadeaux au patronat (CICE), ou compenser la suppression de l'impôt sur la fortune pour les plus riches, génèrent des situations dramatiques pour les usager-es et dynamitent chaque jour un peu plus notre bien commun.

La déréglementation généralisée dans le privé.

Dans le privé, après les passages en force à coups de 49.3 et d'ordonnances, l'heure est à la démolition du code du travail, à la facilitation des licenciements et au contournement des syndicats les plus combatifs. Chez Carrefour, Castorama ou Sanofi, pour ne citer que ces exemples, malgré des centaines de millions d'euros d'aides publiques sans aucun contrôle ou contrepartie, ces entreprises et grands groupes massacrent l'emploi, dégradent les conditions de travail et n'accordent, de façon indécente et après d'âpres batailles revendicatives, que des revalorisations de salaires dérisoires.

L'appauvrissement des retraité-es et la stigmatisation des chômeur-ses et des jeunes.

Les retraité-es qui ont subi une hausse inédite de la CSG sont, de leur côté, taxés de « privilégiés » et sommés d'être davantage solidaires et partageux avec leurs maigres pensions de retraites dont la moyenne se situe à 1200 euros par mois ! Du côté des étudiant-es, lycéen-nes et privé-es d'emploi, la réponse à leurs exigences se résume à plus de sélection, de stigmatisation, de durcissement des conditions d'indemnisation et d'un flicage renforcé. Face à cette attaque globale de Macron, au service exclusif du patronat et de la finance, la riposte des salarié-es doit être elle aussi globale, unie et déterminée pour imposer d'autres choix, en surmontant les pièges de l'opposition et de la division.



Il n'y a qu'une option possible : agir, réagir, s'organiser, se syndiquer et lutter. C'est bien le défi du moment et le sursaut général qu'appelle de ses vœux la CGT.

Ensemble nous pouvons imposer d'autres choix.

Une chose est certaine, leur arme c'est la dispersion des luttes et des résistances sociales. Devant un tel projet de casse sociétale touchant tous les aspects quotidiens de nos vies (salaire, emploi, logement, retraite, services publics, assurance maladie et chômage), la résignation et le repli sur-soi, en imaginant être épargné n'ont plus leur place. Dans de nombreuses entreprises et secteurs professionnels (pénitentiaire, médico-social, commerce, Energie, Cheminot-es, Education, Conseils départementaux, Collectivités territoriales, Hôpitaux...) des actions sont menées, des assemblées de salarié-es ont lieu, des victoires sont arrachées.

Les cheminot-es intensifient la puissante lutte engagée depuis 8 semaines pour le service public ferroviaire. Air-France a renversé sa direction par un vote des salarié-es au référendum pourtant organisé à l'initiative de l'entreprise. Plus proche de nous, la mobilisation contre le Plan Régional Santé Centre Val de Loire, outil de mise en œuvre de la politique de casse de l'hôpital public, a permis son rejet par le CESER et le Conseil Régional.

Ces luttes collectives d'entreprises et d'établissements ont besoin de s'élargir et de s'intensifier.

Au plan général, il n'y a aucune fatalité à subir plus longtemps la hausse de la CSG, le gel des salaires et des embauches, les cadences infernales ou la baisse des APL. Tout est question de rapport de force, comme cela l'était déjà en 1968 !

Avec 44 milliards d'euros, la France est championne d'Europe 2017 des dividendes reversées par les entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires. Des centaines de milliards d'euros échappent chaque année aux caisses de l'État par le jeu de l'évasion et de la fraude fiscale.

Ajoutons aussi que la fortune des plus riches a été multipliée par 12 en vingt ans, pendant que le nombre de personnes en situation de pauvreté, a lui augmenté de 1,2 million.

D'autres choix sont donc résolument possibles et ils passent par une autre répartition des richesses, par la réduction du temps de travail, par l'égalité professionnelle et salariale, mais aussi par l'essor des services publics.

Agir pour ne pas subir !!!

Jeunes, retraité-es, privé-es d'emploi, salarié-es du privé et du public, toutes et tous ensemble nous pouvons gagner:

- l'arrêt de la casse de l'emploi dans le privé comme dans le public, par les délocalisations et fermetures d'entreprises et les suppressions de postes statutaires dans la fonction publique.
- La réindustrialisation du Loir & Cher par la relocalisation des productions, l'investissement dans la recherche et l'innovation en s'appuyant sur les atouts et savoir-faire des salarié-es du département.
- La reconquête de véritables services publics de proximité.
- Le renforcement d'une protection sociale solidaire qui réponde à l'ensemble des besoins de la population financée par les richesses issues du travail à travers les cotisations sociales (salaire socialisé), pour une couverture des risques à 100%.
 - Des salaires à la hauteur des qualifications reconnues avec un salaire minimum à l'embauche de 2000€ brut, ce qui correspond à une augmentation de 300 à 400 € net, besoin exprimé par les salarié-es.
 - Une augmentation des pensions sur le même niveau d'un minimum de 2000€ avec un départ à la retraite à 55 ans.
 - Une diminution du temps de travail à 32 heures sur la base d'un salaire minimum de 2000€.
 - Une sixième semaine de congés payés.
 - L'abrogation des ordonnances Macron.
 - L'abrogation des lois Travail, Macron, Rebsamen, Santé, NOTRe, ORE et de toutes les lois régressives.

L'Union Départementale CGT de Loir & Cher, dans l'unité la plus large, appelle les salarié-es du public comme du privé, les retraité-es, les privé-es d'emploi, la jeunesse à se mobiliser sous toutes les formes, à débrayer, à se mettre en grève le :

**MARDI 22 MAI 2018
14h30 devant la Préfecture de Blois**